

De la difficulté de diriger une école d'art en France

LE MONDE | 19.03.2014 à 08h23 • Mis à jour le 19.03.2014 à 14h39 |

Par Emmanuelle Lequeux



Aux Beaux-Arts de Bordeaux, étudiants et personnels protestent contre la nomination de la nouvelle directrice, Sonia Criton. | COLLECTIF ÉCOLE DE NUIT

Il y a malaise dans les écoles d'art françaises. Plusieurs directeurs d'établissement, à Paris et à Bordeaux, ont récemment dû affronter une fronde conjuguée des étudiants et des professeurs. Les motifs en sont variés, mais ces contestations témoignent de la difficulté croissante à définir et encore plus à occuper le poste de directeur, qui doit qui doit allier des talents de plus en plus contradictoires.

Entre l'autonomisation croissante des établissements, encouragés à chercher des financements privés, et le changement de statut lié à leur intégration au système éducatif européen, les écoles subissent une mue difficile. Et force est de reconnaître qu'elles ont désormais besoin, pour les

diriger, d'oiseaux rares : *« Des figures hybrides, qui aient des compétences culturelles, administratives et managériales, sans qu'aucune ne prenne le dessus, et surtout une véritable passion pour ces lieux fragiles et complexes que sont les écoles d'art, résume Emmanuel Tibloux, Président de l'ANdÉA (Association nationale des écoles supérieures d'art) et directeur de l'école de Lyon. Pas plus que le grand administrateur, le grand curateur international ne saurait être la panacée. »*

PROCESSUS DE NOMINATION DU DIRECTEUR EN CAUSE

A Bordeaux, c'est le processus de nomination du directeur qui est en cause. Depuis une quinzaine de jours, les Beaux-Arts sont en ébullition. Les salles de classe sont occupées, le bureau de la direction a été muré d'un Placoplatre. Enseignants, personnels et étudiants refusent l'arrivée, à la direction, de Sonia Criton, en remplacement de la charismatique Guadalupe Echevarria. Auparavant à la tête des Beaux-Arts de Valenciennes (Nord), la malheureuse n'est pas encore arrivée (elle doit prendre ses fonctions le 1^{er} avril) que le vent s'est déjà levé contre le processus de sa nomination.

« Cette décision arbitraire ne tient pas compte de l'évolution de notre structure, clame un des professeurs parti au front. L'école est devenue récemment un EPCC (établissement public de coopération culturelle) et a donc gagné son autonomie vis-à-vis de son autorité de tutelle. » A savoir la mairie de Bordeaux, qui aurait désigné Sonia Criton contre les recommandations du conseil d'administration.

« Le CA a voté à partir des notes d'intention des candidats, et Sonia Criton est arrivée en dernier, car c'est un profil administratif et managérial, portant un projet pédagogique rétrograde. Nos recommandations ont été balayées de la main. La mairie veut que nous soyons autonomes tout en continuant d'avoir le contrôle sur tout ! » D'où la décision du collectif, prise le 3 février, de contester cette nomination sur le plan juridique et d'engager un recours gracieux auprès du Président du Conseil d'Administration de l'établissement. Le président de l'EPCC a jusqu'à début avril pour répondre.

Au-delà du contexte local, l'affaire cristallise le mal-être qui gagne les écoles d'art de toute la France. La plupart ont engagé vaillamment la transition exigée par le système éducatif européen : un processus long et douloureux (*Le Monde* du 2 août 2013). Sur un total de quarante-six, trente-huit d'entre elles sont passées au statut d'EPCC.

Reste à apprendre l'autonomie. Emmanuel Tibloux reste optimiste : « *Les différents conseils, pédagogique, scientifique et d'administration, prennent désormais une part beaucoup plus importante dans la gouvernance. Une fois l'autonomie acquise, et le paysage recomposé, les écoles sont en train de découvrir la puissance de l'intelligence collective, de la collégialité, et cela bute parfois sur des systèmes de fonctionnement ou de nominations encore autoritaires.* »

UNE ACTION CRITIQUÉE DE TOUTES PARTS

S'il en est un qui a récemment compris l'ampleur de la tâche de directeur, c'est Nicolas Bourriaud, directeur de l'Ecole nationale des Beaux-arts de Paris (Ensba), accusé d'avoir privilégié la recherche de fonds et les expositions prestigieuses aux dépens de ses missions éducatives. Depuis quelques mois, son action est critiquée de toutes parts. En octobre, un défilé de la marque Ralph Lauren, destiné à lever des fonds pour l'école, a mis le feu aux poudres : il bloquait une partie des ateliers. Le conseil pédagogique a démissionné, mettant au jour une série de dysfonctionnements. Aux dires de certains, Nicolas Bourriaud aurait tendance à négliger la pédagogie pour privilégier la programmation du centre d'art qui jouxte l'établissement.

Après une inspection de suivi, le ministère lui demande donc aujourd'hui de réajuster le tir, d'ici à fin mars, en rétablissant l'équilibre entre ses différentes missions. « *Le manque de dialogue était structurel et cette crise nous a permis de transformer profondément les modes de gouvernance, en permanente concertation avec le conseil pédagogique, assure l'intéressé. Je n'ai aucune vocation d'autocrate ! Quant au mécénat, il sera mieux encadré et professionnalisé, mais reste indispensable.* »

D'autant que l'école a divisé par deux son budget édition, communication et exposition, du fait de la baisse des subventions de l'Etat. Le directeur s'est aussi engagé à trouver un lieu au sein de l'école pour accueillir un café, endroit convivial que réclament depuis des années les étudiants.

UN MANQUE D'ENVERGURE DES CANDIDATURES

Signe que la tâche de directeur est devenue ardue, rares sont les grandes figures qui participent à la course aux nominations. Un manque d'envergure des candidatures qui inquiète sérieusement l'[ANdÉA](http://www.andea.fr/fr/home/) (<http://www.andea.fr/fr/home/>) et le ministère de la culture. Récemment, le rocambolesque processus de nomination de Marc Partouche à la tête de l'Ecole nationale supérieure des arts déco ([Ensad](http://www.ensad.fr/) (<http://www.ensad.fr/>)) a révélé

cette problématique grandissante. Une école sans directeur depuis plusieurs mois, un jury qui voit ses délibérations communiquées à tous les élèves, un ministère qui demande à élargir la liste des finalistes...

Au-delà de ces couacs, le personnel des Arts déco s'est surtout étonné du niveau des candidats : « *On avait l'impression que plusieurs candidats auditionnés faisaient de la figuration, certains sortaient tout juste de leurs études.* » Il faut dire qu'aucune publicité n'avait été faite autour de cet appel à candidatures. Le célèbre graphiste Philippe Apeloig était intéressé par la direction de l'école qui l'a formé, mais il a appris bien trop tard la vacance du poste pour se présenter.

Conscients de ces obstacles, et des exigences croissantes qui risquent d'effrayer les candidats de valeur, l'**ANdÉA** (<http://www.andea.fr/fr/home/>) et le ministère ont lancé une réflexion dans le but de rendre plus désirables ces profils de poste, en renforçant notamment les soutiens administratifs.

Emmanuelle Lequeux

Journaliste au Monde

Une lettre d'Emmanuel Tibloux, président de l'ANdÉA

« Dans l'article intitulé "*De la difficulté de diriger une école d'art ?*" paru dans *Le Monde* daté du 20 mars, il est écrit que l'ANdÉA (Association nationale des écoles supérieures d'art) s'inquiétait du "*manque d'envergure des candidatures*" à la direction des écoles d'art et que "*l'ANdÉA et le ministère [de la culture] ont lancé une réflexion dans le but de rendre plus désirables ces profils de poste*". Ce n'est là ni le vocabulaire, ni la position, ni l'action de l'ANdÉA. Si nous constatons que les candidatures à la direction des écoles d'art sont parfois moins nombreuses que nous pourrions l'escompter compte tenu de l'importance des enjeux actuels des enseignements supérieurs artistiques, nous ne mettons aucunement en cause la qualité de celles-ci. Si l'ANdÉA réfléchit par ailleurs beaucoup, l'accroissement de la "désirabilité" des profils de poste de directeur d'école d'art ne fait pas jusqu'à présent partie de ses objets de réflexion. »